Extrait du École changer de cap

https://www.ecolechangerdecap.net/spip.php?article290

Collectif Ecole changer de cap

Discours de François Hollande sur l'École et la Nation à Orléans

- Français - Campagnes et événements -

Date de mise en ligne : lundi 12 mars 2012

Copyright © École changer de cap

EXTRAITS

Discours de François Hollande sur l'École et la Nation à Orléans

Seul le prononcé fait foi. Mesdames, Messieurs, chers amis, Je suis venu ici à Orléans pour vous parler de la France, de ce qui la rassemble, et donc de l'Ecole, fondement de notre République.

J'ai mis la jeunesse au premier rang de mes engagements dans cette campagne présidentielle. Parce que c'est l'atout de la France. Nous sommes le pays le plus jeune d'Europe. Notre jeunesse n'est pas une charge, un danger ou un risque. C'est une chance, un levier, une opportunité.

Parce que c'est la condition de notre redressement. La compétitivité, ce n'est pas seulement une comparaison entre des coûts, c'est la capacité technologique, c'est l'investissement humain, c'est le savoir-faire, c'est le niveau de formation d'une Nation. Notre jeunesse nous fournit les meilleures armes dans la mondialisation. Parce que c'est l'enjeu de notre cohésion nationale, notre jeunesse est diverse. Par ses origines, ses conditions, ses territoires. Elle porte des aspirations communes. Mais il est de notre devoir de l'unir autour des mêmes valeurs, celles de la République, de la laïcité, du civisme, de l'engagement.

C'est aussi la responsabilité de l'École.

La campagne présidentielle est un moment majeur de notre vie démocratique. Elle est l'occasion pour les Français de désigner un chef de l'Etat pour les représenter, et conduire pendant cinq ans le destin de notre pays. C'est aussi le choix d'un projet. C'est-à-dire des orientations qui vont être autant d'engagements à respecter dans un contexte éminemment difficile. Une crise financière, économique, budgétaire et sociale. J'ai proposé le redressement dans la Justice. Mais cette élection est aussi une conception de la société française et même de la République.

Je veux vous livrer la mienne.

Nous sommes un grand pays, avec une longue histoire et qui ne se résout pas à n'être qu'une Nation parmi d'autres. Non par arrogance, mais par fidélité à notre message universel. Nous ne nous vivons pas comme une exception mais comme une construction qui peut s'inspirer de ce qui se fait ailleurs mais qui n'a pas vocation à l'alignement et encore moins à la soumission de la Finance, aux marchés ou à des disciplines sans perspective qui n'a pas besoin qu'on lui impose un modèle, même estimable.

Je sais que les doutes se sont installés sur la place de la France , son destin, son avenir. Comment en serait-il autrement quand le chômage est au plus haut, la croissance au plus bas, quand le déficit commercial atteint un niveau record et quand la Cour des Comptes annonce que la dette publique va atteindre près de 90% du PIB en 2012, contre 60% en 2002. Elle doit donc reprendre confiance en elle. Elle n'y parviendra que si au plus haut sommet de l'Etat, on lui parle de ses atouts, de ses forces, de ses capacités, et si on mobilise tous ses acteurs publics (Etat, collectivités locales), privés (entrepreneurs, salariés, chercheurs), dans un pacte productif qui n'appelle pas des bricolages fiscaux de dernière heure mais une stratégie cohérente autour de la transition technologique, numérique, énergétique, écologique.

Les Français n'adhéreront à des efforts que s'ils sont justes. Ils ne peuvent accepter le creusement des inégalités,

Copyright © École changer de cap

l'indécence des rémunérations, la précarisation des plus fragiles (8 millions de pauvres) quand l'injustice fiscale vient s'ajouter à l'arrogance de l'argent, j'entends certains qui menacent de leur propre exil si des sacrifices leur étaient demandés.

Voilà pourquoi j'ai proposé une réforme fiscale qui s'attache à mettre de l'équité, de la transparence et de la simplicité dans nos prélèvements qui épargnent les plus modestes et les classes moyennes, lesquelles ont été victimes du quinquennat qui s'achève.

Voilà pourquoi si des économies sont à faire, elles ne peuvent pas porter sur l'Ecole et sur la préparation de l'avenir.

Le redressement dans la Justice, mais aussi l'Espérance dans la République. La République, c'est bien plus que des Institutions, qu'il conviendra d'ailleurs de rénover pour donner plus de pouvoir au Parlement, plus de libertés aux collectivités locales, plus d'indépendance à la Justice, plus de droits aux partenaires sociaux. Car la République, ce n'est pas le pouvoir d'un seul décidant de tout sur tout. Le pouvoir d'un seul parti qui devient vite un clan.

La République ce sont des valeurs qui nous permettent de vivre ensemble, qui nous élèvent autour d'un projet au service de l'intérêt commun. La République c'est un combat. Elle nous unit autant qu'elle nous sépare, chacun a sa sensibilité. Elle nous permet, par le mouvement qu'elle imprime, par les valeurs qu'elle porte, de faire avancer la France. Elle exige de traduire ses valeurs proclamées : Liberté, Egalité, Fraternité, dans la réalité de chaque jour. Nous en sommes loin. Education, emploi, logement, santé, sécurité. Elle suppose une volonté de progrès, de développement, de croissance. D'où l'enjeu du sursaut. Comme à d'autres époques de notre Histoire.

La République est rassembleuse. Je ne distingue pas les Français selon leur sensibilité ou leur vote. Je veux unir plutôt que séparer, apaiser plutôt que brutaliser. Chaque fois que la gauche a su se mettre à la hauteur de la France, elle l'a fait avancer.

Je m'adresse à ces Français négligés, abandonnés, angoissés pour eux-mêmes et surtout pour leurs enfants, soucieux de l'avenir de notre pays. Je leur dis : « Retrouvons ensemble le chemin des valeurs de la République et de notre Histoire qui nous rend si fiers ».

Le quinquennat qui s'achève aura été celui de la discorde, de la division, du désordre. Stigmatisation des populations les plus fragiles, les chômeurs, les assistés, les étrangers. Polémique blessante sur l'identité nationale, discours choquant sur la nationalité, déclarations provocatrices sur la hiérarchie entre les civilisations, opposition entre les Français, entre le public et le privé, entre les générations, entre les catégories sociales.

Mise en cause des rouages essentiels de l'Etat que sont les magistrats, les hauts fonctionnaires, les enseignants.

Voilà pourquoi notre pays aspire à retrouver confiance, sérénité, apaisement. Surtout avec cette crise qui mine les mécanismes de solidarité, qui appelle à des efforts et qui exige une mobilisation collective.

J'entends un candidat qui ne l'est pas encore et un président qui ne le sera peut-être plus dans quelques mois, évoquer des referendum sur de nombreux sujet, dans l'hypothèse où il serait reconduit. Pourquoi n'y a t-il pas pensé plus tôt, sur le paquet fiscal, sur les retraites, et même sur la TVA ? J'imagine la réponse que lui aurait adressée le peuple français. Mais je vais vous dire le fond de ma pensée sur la meilleur façon de consulter les citoyens sur leur avenir. Nous sommes à la veille de deux scrutins majeurs, l'élection présidentielle d'abord, les législatives ensuite. Que chaque candidat présente son projet, donne ses intentions, précise ses engagements, donne sa vision. Et que les Français choisissent. Le prochain referendum c'est l'élection présidentielle. Veut-on continuer la politique menée

Copyright © École changer de cap

depuis cinq ans ou veut-on en changer ? Veut-on poursuivre avec le candidat sortant, ou veut-on changer de président ? Veut-on prolonger le présent ou changer d'avenir ? Alors venez voter le 22 avril puis le 6 mai.

Je veux renouer avec la promesse républicaine. Et la première promesse de la République, c'est l'Ecole.

Je veux que la France retrouve les chemins de l'avenir avec confiance, avec puissance, avec tranquillité. Je veux le redressement de la France. C'est ce que je vous propose. Ce redressement, il est bien entendu économique, budgétaire, industriel, mais il est aussi et surtout moral et intellectuel. Tout se tient. La connaissance, le savoir, l'Ecole, ce ne sont pas seulement des dépenses, ce sont des investissements. En termes économiques, la France n'a pas les résultats éducatifs lui permettant de préparer son avenir. De même qu'il y a une corrélation étroite entre la qualification et l'emploi, il y a une corrélation étroite entre les performances scolaires et le niveau de croissance.

Les dernières années n'ont pas été bonnes. Les classements internationaux sont inquiétants. Derrière ces chiffres, il y a une réalité humaine, et je la connais. Des parents inquiets, des élèves parfois en souffrance et trop souvent en difficultés, des professeurs fatigués qui ont le sentiment de ne pas être soutenus par la République. Des classes surchargées, des enfants encore trop souvent laissés sans enseignant, des manuels scolaires pas imprimés à temps, le manque d'équipements sportifs de proximité...

Et, surtout, l'échec scolaire, inacceptable, une forme de scandale, un incroyable et inadmissible gâchis national : 150000 jeunes qui sortent chaque année sans qualification ni diplôme, des inégalités sociales parmi les plus fortes des pays industrialisés, et qui s'accroissent, des performances en lecture et en mathématiques qui régressent, près de 40% des élèves qui arrivent au collège avec une trop faible maîtrise de la langue écrite.

Il y a là une grave injustice et une plaie pour notre démocratie : comment imaginer que tant de jeunes sortent du système éducatif avec ce que l'on a appellé un sentiment de « vaincus » sans que cela n'entame notre cohésion sociale, notre civisme, notre pacte républicain ? De surcroît, en faisant des économies sur l'école, en l'affaiblissant, on a amputé notre potentiel de croissance à moyen terme.

Je ne peux l'accepter.

Non l'échec scolaire n'est pas une fatalité ! Non, la performance des uns ne se nourrit pas forcément du recul des autres ! On veut trop souvent nous faire croire que pour que les uns réussissent les autres devraient trébucher ! Les raisons de l'ampleur de l'échec scolaire en France sont ailleurs, dans cette "machine à trier" qu'est devenue notre Ecole. Il faut désormais lancer la bataille culturelle sur la question, pour faire évoluer les mentalités.

Pour être vraiment une École de l'excellence, alors l'école française doit être plus égalitaire.

Je ne suis pas de ceux qui pensent qu'avant, tout était parfait. Ce serait là un argument paresseux auquel je me refuse. Il ne s'agit pas pour moi d'entretenir une nostalgie, de cultiver l'illusion d'un âge d'or qui n'a jamais existé.

Je veux inventer du neuf. Je veux une refondation.

Ces cinq dernières années, la France a perdu beaucoup de temps et de force. Nous héritons d'une dette éducative au même titre que d'une dette financière, et de la même ampleur.

Chacun le sait : les premières années de la scolarité sont déterminantes. Lorsque des difficultés ne sont pas traitées

Copyright © École changer de cap

dès les premiers apprentissages, il est très difficile de les corriger ensuite. Les élèves qui peinent à la fin du CP ou du CE1 éprouvent des difficultés tout au long de leur scolarité et leur insertion professionnelle sera la plus compromise.

Certes, la France dispose d'écoles maternelles qui nous sont enviées dans le monde entier. C'est une excellence française. Celle-ci a été attaquée. Le taux d'accueil des enfants de moins de trois ans est passé depuis 2000, de 35 à 13%. La formation initiale et continue, si nécessaire, et le respect dû aux maternelles, à leur personnel, à leur pédagogie, ont été aussi mis à mal.

Mais la France connaît un encadrement trop faible dans son enseignement primaire : 15% de moins en moyenne que les pays développés. Cette situation n'a pas été corrigée. Elle a même été aggravée.

S'ajoute à cela la suppression, en 2008, d'une demi-journée de classe en primaire, ce qui conduit à une année scolaire sans équivalent dans aucun autre pays, avec seulement 140 jours de classe par an. Mais des journées plus longues, auxquelles on a rajouté désormais des cours à la pause du déjeuner, en contradiction totale avec toutes les recommandations sur les rythmes d'apprentissage.

C'est pourquoi j'ai décidé de faire de l'école maternelle et de l'enseignement primaire une priorité de mon action. Il faut commencer par le commencement. Il faut investir là où l'action éducative est la plus efficace.

Je remonterai le taux de scolarisation chez les enfants de moins de trois ans, en priorité dans les zones de grande difficulté scolaire.

De manière à protéger l'école maternelle, qui ne doit plus jamais être une simple variable d'ajustement budgétaire, comme cela a malheureusement été le cas ces dernières années, je créerai une réelle obligation d'accueil pour le service public à partir de l'âge de trois ans et je la ferai respecter. L'encadrement scolaire doit être renforcé en particulier dans les écoles qui cumulent le plus de difficultés et aux moments-clés de la scolarité ; pour cela, je m'engage à ce que le principe dit "de plus d'enseignants que de classes" soit adopté et mis en oeuvre.

Je ferai en sorte que les enseignants des classes charnières et décisives pour les apprentissages fondamentaux soient les plus expérimentés. Les rythmes scolaires devront être réformés pour donner aux élèves le temps d'apprendre, en allongeant le temps scolaire sur l'année et sur la semaine et en diminuant les surcharges journalières, sans diminuer le temps passé à l'école. Les évaluations permanentes, qui aujourd'hui accablent les professeurs, les empêchent d'enseigner, angoissent les enfants et leurs parents, seront supprimées. Je suis favorable à l'évaluation de l'Ecole, mais à une évaluation indépendante et incontestable ; c'est ce principe que je ferai adopter.

Les pédagogies doivent évoluer, le travail en équipes doit être encouragé, le recours aux exercices, à l'implication des élèves, le changement des modes d'évaluation, tout ce qui concourt à enseigner différemment, à favoriser l'épanouissement de chaque élève, à organiser la progression et la réussite de tous, tout cela sera développé. Je veux la ccopération plutôt que la compétition. C'est ainsi que l'Ecole sera une Ecole de l'excellence.

Il existe désormais un socle commun de compétences et de connaissances, inscrit dans la loi. Nous ne reviendrons pas sur ce principe. Les programmes de l'école primaire et ceux du collège devront, en concertation avec les personnels, être revus afin d'être en cohérence avec ce nouveau socle qui devra lui-même être repensé. Les systèmes éducatifs les plus performants sont ceux qui assurent une formation initiale et continue des professeurs de qualité. L'actuel gouvernement l'a presque entièrement détruite. Pour des raisons budgétaires, à l'évidence. Pour des raisons idéologiques aussi, n'en doutons pas. Mesurons la gravité de ce geste, et ce qu'il en coûte à la Nation. La

Copyright © École changer de cap

Cour des Comptes vient d'en faire le procès.

Je rétablirai donc une formation initiale et continue des professeurs digne de ce nom. Les universités conserveront la responsabilité de cette formation. Au sein de ces universités, les actuels IUFM se transformeront en Ecoles Supérieures du Professorat et de l'Education. Je souhaite que tous les professeurs, quels que soient leurs niveaux de recrutement, qu'ils se destinent à enseigner en maternelle ou à l'université, partagent un moment de formation commun dans ces nouvelles Ecoles Supérieures. C'est cela aussi, la République. Dans ces Ecoles, les enseignements théoriques et pratiques, mais aussi la recherche pédagogique, à laquelle nous donnerons de nouveaux moyens, seront réunis.

L'année de stages sera rétablie.

Pour remédier à la crise du recrutement, mais aussi pour redonner à l'Education nationale son rôle exemplaire de promotion sociale et républicaine, pour permettre aux étudiants de milieux modestes qui souhaitent devenir enseignants mais ne peuvent financer des études longue de le faire, une filière de prérecrutements sera mise en place. Dès la licence, les étudiants intéressés pourront se présenter à ces recrutements.

Le collège concentre, depuis longtemps, bien des difficultés. Mais il y a longtemps qu'il n'est pas, contrairement à ce que j'entends, un collège unique et uniforme où tous les élèves seraient passés à la toise.

Les difficultés, je l'ai dit, il faut les résoudre en amont : comment réussir le collège si 40% des élèves qui entrent en sixième sont déjà en difficulté ?

Ne rallumons pas de fausses oppositions qui ont fait tant de mal à l'Ecole, qui n'ont pas de justification, ni pratique ni théorique, qui trop souvent ne font que refléter le goût de la polémique et de la querelle.

Il n' y a pas d'un côté l'instruction, et de l'autre l'éducation ; il nous faut les deux, nous voulons les deux, parce que l'Ecole doit former tout à la fois un travailleur, un citoyen, un homme.

Il s'agit là d'un véritable choix de société.

Ce qui fait la force des systèmes éducatifs qui marchent le mieux, c'est l'importance et la durée du tronc commun. C'est pourquoi je refuse totalement les orientations précoces proposées par l'actuel gouvernement. Vouloir orienter les élèves dès la fin de la cinquième, c'est accentuer les défauts de notre système, c'est trier encore et plus tôt, c'est aggraver encore les inégalités, c'est abaisser le niveau général d'éducation, c'est faire le contraire de ce que font toutes les nations dont les écoles sont performantes et justes, c'est renoncer à la belle ambition que portait le collège unique, c'est revenir en arrière de près d'un demi-siècle. Bref, c'est entrer dans l'histoire à reculons.

Je m'y refuse

Ce qu'il faut, ce que je veux, c'est l'inverse : permettre à chacun de construire ses choix positivement, lui donner la possibilité d'acquérir les moyens de sa culture, de sa citoyenneté, de sa liberté dans un collège qui réunit tous les enfants de la République, et faire de nos filières professionnelles des vraies filières d'excellence, avec des orientations positives et des débouchés assurés. Aujourd'hui ce n'est pas le cas.

C'est pourquoi je veux une réforme de l'orientation, qui puisse conduire à respecter le premier choix et à garantir le

Copyright © École changer de cap

second, si nécessaire. Je veillerai à ce que les élèves de l'enseignement professionnel, ainsi que leurs enseignants trouvent le soutien et la reconnaissance d'une nation qui a besoin de développer ses capacités productives et qui a besoin d'eux. Du CAP au diplôme d'ingénieur, c'est bien une élite professionnelle que nous devons former avec énergie et enthousiasme. Je veux que les lycées d'enseignement général, technologique, agricole et professionnel, se rapprochent et que les jeunesses se mêlent.

Je réserverai aux bacheliers des filières technologiques et professionnelles les formations du supérieur qui étaient prévues pour eux et qui aujourd'hui leur sont trop souvent fermées.

Jean Zay était ministre de l'Education, mais aussi des Beaux-Arts, car, et c'est bien ce que disaient les instructions de 1938, ce sont des travailleurs, des citoyens, des hommes complets qu'il convient de former dés l'enseignement primaire en leur donnant « (...)le goût de l'action et l'exaltante admiration des belles oeuvres ». Chaque élève doit y avoir accès, quel que soit son milieu social, le quartier ou la commune où il vit, quel que soit son degré et sa filière d'enseignement. C'est ce que Jean ZAY nommait un « enseignement humaniste ». C'est bien dans cette tradition que nous devons inscrire notre action.

C'est pourquoi je lancerai un grand plan pour l'éducation artistique. Je le conçois comme fondé sur des partenariats entre tous les établissements scolaires et des institutions culturelles ou des artistes, comme dispensant un enseignement à l'histoire des arts intégrés aux programmes scolaire, avec un volet de formation des enseignants et des espaces dédiés à la pratique artistique dans les établissements scolaires.

C'est pourquoi je développerai la culture scientifique, qui ne doit pas être seulement un instrument de sélection mais une culture de l'expérience, de la recherche, de l'observation, de la créativité.

C'est pourquoi je favoriserai la pratique du sport et, pour cela, le développement d'équipements sportifs aujourd'hui en nombre très insuffisant. C'est pourquoi je veux aussi un grand progrès et un grand effort pour les nouvelles technologies qui ne doit pas porter que sur les matériels mais sur leurs usages, leurs contenus, leurs ressources pédagogiques. C'est pourquoi je demanderai aux collectivités locales, dont je rappelle le rôle précieux, que je conforterai, aux mouvements d'éducation populaire, dont les valeurs, la présence, l'engagement et les compétences sont indispensables, de s'engager à nos côtés dans cette oeuvre de refondation. Artistes, savants, sportifs, toute la Nation doit participer à ce mouvement de redressement, de justice et d'espérance auquel je vous invite autour de notre jeunesse. Enfin, je ne néglige pas le redressement moral.

Le savoir doit être valorisé. Personne ne doit être jugé indigne de lire "La Princesse de Clèves".

Le mérite ne sera pas un héritage qui se transmet mais un effort qui sera encouragé et récompensé.

Le respect doit être exigé, de tous et partout. L'exemple doit être donné, surtout par ceux qui occupent les plus hautes fonctions. L'Histoire ne doit pas être manipulée mais enseignée. Je rétablirai l'enseignement de l'histoire en terminale scientifique.

L'autorité doit être restaurée. Une véritable autorité fondée sur les qualités morales et intellectuelles, reconnues, et sur l'exemplarité de celui qui la détient. La sécurité doit être assurée. Malheureusement, et en dépit de trop de gesticulations, ce n'est pas le cas aujourd'hui. Tirant la leçon de toutes les études dont nous disposons, j'ai proposé d'augmenter la présence des adultes dans les établissements, de permettre le nécessaire travail en équipe et surtout la stabilité de ces équipes, et enfin la création d'un nouveau métier chargé de la sécurité et de la prévention. Je traiterai cette question sans jamais céder à la démagogie ou à la facilité, mais avec la plus implacable intransigeance face à la violence.

Copyright © École changer de cap

La morale doit être enseignée, la même morale pour tous. Parce que chacun doit mesurer qu'il a des droits mais aussi des devoirs ; et qu'il appartient à tout citoyen de savoir concilier sa liberté avec celle de tous les autres. Pour enseigner cette morale commune, je fais confiance aux enseignants que je ne crois pas en cette matière inférieure aux hommes de religion.

La laïcité doit être expliquée, revendiquée, réfléchie. Une laïcité qui n'a pas besoin d'épithète. Mais qui s'applique dans les lieux scolaires. Pour préserver la liberté de chacun et assurer la protection de tous.

Mes chers amis,

Ce que je vous propose, c'est un nouveau contrat entre l'école et la Nation, un pacte éducatif.

Cela a un sens précis : l'École est l'affaire de toute la Nation, parce qu'elle prépare la Nation de demain. Elle n'est pas une politique sectorielle, elle n'est pas un simple domaine d'action de l'État, elle n'est pas l'affaire des seuls professionnels. C'est pourquoi je veux qu'elle engage toute la Nation ; les professeurs bien entendu, les grands mouvements d'éducation populaire, les parents et les familles, les collectivités locales, les forces vives de la Nation.

Je veux la concertation, la concertation jusqu'au bout. Avec tout les personnels de l'école, avec les parents, avec les élèves aussi.

Lorsque l'enseignant pénètre dans sa classe, il doit se souvenir que tout élève est éducable, que tout élève à son droit, et il doit, selon la magnifique formule d'Alain, « donner d'abord ».

Il n'y a pas ceux qui peuvent et ceux qui ne peuvent pas, il y a en chacun une puissance qu'il faut délivrer, une lumière qu'il faut allumer, un désir qu'il faut éveiller, un droit qu'il faut honorer, une dignité qu'il faut respecter.

La politique aussi est une pédagogie.

Je sais que tous les acteurs de l'Ecole mesurent aujourd'hui l'importance de ce que nous avons à faire, ensemble, pour notre patrie ; je sais aussi leurs préventions, leurs défiances, et comment pourrais-je ne pas les comprendre quand je vois toutes les attaques, parfois appelées réformes, qu'ils ont dû subir ? Je respecte tous les points de vue, toutes les expériences, et je propose à chacun d'entrer dans cette concertation sans exclusive et sans a priori.

Mais de même que l'apprentissage consiste à abandonner son point de vue pour s'ouvrir à celui des autres, à voir les choses du plus grand nombre de point de vue possible, nous devons faire effort pour construire, à partir de là, une perspective commune.

Notre seul guide doit être l'intérêt des élèves et l'intérêt de la Nation. Viendra le moment, j'annonce une méthode : une large concertation puis une loi. J'ai fixé un calendrier. Négociations durant l'été, loi d'orientation et de programmation à l'automne. C'est le rythme que nous devrons tenir. Je prendrai toutes mes responsabilités.

La belle tâche d'enseigner et d'éduquer notre jeunesse, nous la confions aux professeurs. C'est une tâche difficile et c'est une tâche importante. Nous sommes et nous serons à leurs côtés. Et je demanderai aux Français de se tenir à leurs côtés.

Pour former des citoyens libres, il faut des professeurs libres, libérés de toutes les tutelles et de toutes les Eglises,

Copyright © École changer de cap

des modes, de l'argent. Il faut, comme le disait déjà Jules FERRY, « que vous ayez autant de liberté que de responsabilité ». Ce n'est pas là l'autonomie de la droite, celle des chefs d'établissement transformés en patrons, des écoles en entreprises, la concurrence s'installant entre professeurs, élèves, établissements.

Je leur donnerai aux enseignants la confiance qu'ils attendent avec la responsabilité qui est la leur. La confiance ne peut se restaurer en opposant les uns aux autres selon les niveaux en payant à la tâche.

Elle ne peut revenir si, obsédé par le statut, on laisse ainsi entendre que les piètres résultats de notre système seraient liés à l'insuffisance d'engagement des professeurs. C'est inexact, et c'est injuste.

Quel avenir a un pays qui a tant maltraité ses professeurs qu'il se trouve incapable aujourd'hui d'en recruter suffisamment pour assurer ses besoins d'instruction et d'éducation ?

Refuser d'entrer dans la discussion du statut, ce n'est pas pour autant considérer que le métier ne doit pas évoluer, que ses missions ne doivent pas être discutées. Si nous voulons réformer les rythmes scolaires, si nous voulons permettre un meilleur travail en équipes, si nous voulons que les cycles, les transitions, l'orientation se passent mieux, si nous sommes prêts alors à reconstruire une formation des professeurs, initiale et continue digne de ce nom, alors pourquoi ne pas discuter aussi du métier d'enseignant pour le faire évoluer, le rendre plus attractif, plus heureux, plus efficace et qu'il puisse atteindre ses nouveaux objectifs ? Je veux que cette discussion soit conduite franchement, dans la sincérité, le sérieux, la transparence, car elle est au coeur de la réussite que nous voulons construire ensemble.

Notre capacité à améliorer les résultats de l'école, à vaincre l'échec scolaire, à corriger les effets de reproduction sociale, à améliorer nos performances dépendent d'abord des femmes et des hommes qui font vivre au jour le jour notre institution et de leurs pratiques.

Depuis longtemps, la France accumule sans cesse des réformes, bouleverse son école, mais la vision d'ensemble manque, et les progrès ne sont pas au rendez-vous. Les professeurs, les différents personnels sont fatigués de cette remise en cause permanente, de ces injonctions, de ces dispositifs, de cette accumulation d'obligations nouvelles sans grand dessein et qui finissent par donner l'impression de n'être là que pour habiller des renoncements et des manques. C'est pourquoi j'ai fait le choix de la refondation. Les Français l'attendent. Ils y sont prêts. Je sais que les professeurs le sont aussi.

On me dit : "Vous courez un risque". Peut être, mais le risque pour la France, si nous ne faisons pas cette réforme, sera beaucoup plus grand. Peut-être, mais c'est un beau risque à courir. J'ai annoncé que je rétablirai les postes supprimés ces cinq dernières années dans l'Education nationale : 60000 sur les 77000. Cela a fait débat. Mais c'est la condition. Comment rétablir une formation des enseignants, initiale et continue, comment mettre la priorité sur la lutte contre l'échec scolaire et en particulier dans les quartiers où se concentrent les plus grandes difficultés, sans rétablir les moyens nécessaires ?

Il faudra relancer une politique d'éducation prioritaire sérieuse et dotée de moyens véritables : équipe pédagogique, temps de travail, affectation, déroulement de carrière et pérennité des équipes, coordination avec les autres institutions, formation continue spécifique....

Les réseaux d'aides aux enfants en difficulté ont été laminés. Je les rétablirai.

Les personnels nécessaires à l'accompagnement des élèves en situation de handicap n'ont pas été renouvelés. Des

Copyright © École changer de cap

auxiliaires de vie scolaire seront nécessaires.

La médecine scolaire est laissée en jachère. Les postes ne sont pas pourvus, et la prévention ne peut faire son office.

Comment fera-t-on tout cela sans créer de postes ? Professeurs, personnels d'encadrement et de direction, médecins, psychologes, infirmières, auxiliaires de vie scolaire : nos enfants ont besoin d'eux.

Nous aurons besoin aussi de mieux organiser la transistion entre nos lycées et notre enseignement supérieur. Trop d'élèves se retrouvent désorientés en entrant à l'Université et, finalement, abandonnent leurs études. Il n'est pas acceptable que nous ayions de moins en moins d'étudiants et un tel échec dans nos premiers cycles. J'accorderai une part de l'effort de la Nation à l'Université pour réussir cette transition. Je suis prêt à tous les débats. Mais je refuserai toutes les hypocrisies. La France a besoin de clarté, de raison et de justice. Elle a besoin de retrouver la volonté de progresser, de réussir.

En venant ici, à Orléans, honorer la mémoire de Jean ZAY, je ne suis pas venu seulement honorer une mémoire, même si elle le le mérite ; je suis venu me ressourcer à une tradition, y puiser le sens et l'énergie de la tâche qui est la nôtre pour demain.

Je veux agir pour la France à cinq ans, à dix ans, à vingt ans. C'est le temps de la véritable action publique.

Cette tâche je veux l'énoncer simplement, et je veux réunir l'ensemble des Français autour d'elle : c'est la promesse républicaine qu'il nous faut reprendre, c'est la priorité à la jeunesse, c'est la refondation de notre école et du pacte éducatif. Je sais que tous les républicains de progrès peuvent se réunir autour de ce projet s'il est conduit avec rigueur, sincérité, obstination. La France est un grand pays, qui a de grandes ressources ; elle peut surmonter la crise d'avenir qui la ronge et l'affaiblit. Il y faudra des efforts. Nous en ferons, ensemble.

Il y faudra de la constance. De la précision, de l'exigence, du respect aussi. Ils seront présents au rendez-vous. Pas besoin de bousculer les choses, pas besoin de déprécier les autres.

La France a besoin d'un vrai débat, et non de fausses querelles. Je pense à ces déclarations brutales, prétendant briser les consensus en se présentant comme la voix du "bon sens", et qui ne sont que des provocations semant la discorde et ternissant notre image nationale.

Et le courage, ce n'est pas l'injustice, alors qu'il n'est qu'agitation et virevolte. Dans une tourmente financière qui déstabilise les Etats, devant une récession économique qui s'installe, face à une crise politique et morale, les manoeuvres visant à diviser, à opposer les Français les uns aux autres sont à la fois dérisoires et dangereuses.

Les Français ont besoin de rassemblement.

Le rassemblement, ce n'est pas l'union nationale ! Il y aura toujours des sensibilités, des histoires personnelles. Il y aura toujours des hiérarchies à établir dans les priorités d'une Nation. Il y aura toujours de grands choix à faire, quelle que soit la gravité de la situation, et des grands choix à faire en fonction de ses convictions, de la vision que l'on se fait de son pays et de son avenir. Il y aura toujours -et c'est tant mieux !- la gauche et la droite. Cela est nécessaire. Le rassemblement, c'est le respect de ces différences, c'est l'écoute attentive de tous, c'est la volonté d'avancer ensemble, c'est l'affirmation tranquille de ses convictions, mais c'est d'abord la recherche obstinée de l'intérêt général, la reconnaissance de l'intérêt supérieur de la Nation.

Copyright © École changer de cap

Je veux, pour la France, l'unité, le rassemblement, la réconciliation, la concorde. Devant l'ampleur de la tâche à accomplir, face à la gravité des défis à relever ensemble, je ferai tout ce qui sera en mon pouvoir pour ne jamais attiser d'inutiles dissensions.

Je m'engage, devant et pour les Français à toujours agir avec volonté, à travailler avec méthode.

Oui, avec méthode. Commencer par le commencement, c'est la bonne méthode, quand d'autres veulent commencer par la fin.

Or le commencement, c'est l'École.

En faisant de l'École une priorité de mon action, je veux redonner à notre pays une ambition et une espérance. Le moment est venu.

Copyright © École changer de cap